

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

15 juin - 28 juin 1970

LE NUMERO :

8^{me} ANNEE — N° 83

0,50 F - 5 F. B.

Contre la répression bourgeoise et ses complices stalinien

Sous l'œil morne d'une « opinion publique » impavide ou qui acquiesce tacitement la chasse au maoïste vient officiellement de s'ouvrir. La répression en général, latente jusqu'ici, devient virulente et dépasse largement, par son ampleur et sa portée, les dimensions du groupuscule dissous. « Incitation à la violence » : toute manifestation ouvrière, toute réunion publique peut tomber sous le coup de cette inculpation, et même un simple arrêt de travail si, par exemple, la police vient déloger un piquet de grève. Cette accusation, la bourgeoisie italienne, il y a quelques mois à peine, dut la puiser dans le vieil arsenal répressif du fascisme. La nôtre l'exhume des archives de ce bon vieux Front Populaire. A chacun ses traditions pour mater la révolte des exploités, mais le prétexte est toujours le même.

Imaginer que la répression est le fait

Le prolétariat est loin d'être en ordre de bataille. Autant vaut-il qu'il perde ses illusions avant qu'elle soit déclanchée et c'est son adversaire qui s'attache aujourd'hui à les lui ôter. Même lors d'incidents mineurs, comme le pillage de Fauchon — sanctionné par un an de prison — il montre bien que ce qui l'inquiète c'est l'esprit qui anime l'acte et non l'acte lui-même. La chronique est d'ailleurs éloquente quant à la volonté de briser dans l'œuf ce qu'on appelle encore « contestation » : inculpation de *port d'armes* pour avoir ramassé un éclat de grenade lacrymogène ; fichage systématique de passants repérés sur leur mine par des filices en civil ; embarquement, dans les « paniers à salade » des moins de trente ans sans distinction ; aveu cynique que, parmi 150 personnes arrêtées, une quinzaine étaient placées là par la police ; collaboration officielle des C.D.R. à la répression, et on en passe... Une véritable inflation, en somme, de ces « procédés totalitaires », vertueusement désavoués... chez les autres, par ceux-là même qui les pratiquent !

Plus d'une centaine d'arrestations pour motifs politiques. Suspension sans précédent d'un journal pour trois mois. Interpellation et procès — verbaux pour vente d'un journal autorisé ou affichage d'un texte régulièrement déclaré. Pour mettre la note pittoresque : arrestation de ceux qui effacent des inscriptions antisémites ! Sans parler de mille autres exactions mineures dans les milieux professionnels et administratifs. Sous ses dehors souvent grotesques, cette réaction haineuse de la bourgeoisie est grandement significative. Elle perçoit nettement que son édifice craque dans ses fondements. Qu'arriverait-il si la fissure qui, dans le sous-sol social, disjoint la crainte du gendarme du respect superstitieux de l'Etat, venait à gagner la surface ?

Les piliers de la société, certes, sont encore solides : armée, police, magistrature, sans oublier la collaboration efficace des syndicats de trahison. Mais une exigence imprécise monte, un mécontentement sourd se manifeste. Il s'y prend fort mal parce qu'il ne dispose plus que des ruines et déchets d'un mouvement ouvrier trahi et battu. Mais il exprime avec rage qu'une minorité grandissante

ne veut plus attendre la réalisation de promesses décevantes renvoyées de décennies en décennies : pour elle les illusions de l'opportunisme ont fait leur temps. Et c'est pourquoi la bourgeoisie, pas seulement le gouvernement, les ministres, les fonctionnaires, mais la bourgeoisie *comme classe*, comme masse s'annexant une frange importante des salariés, prend peur et contraint ses propres dirigeants à mettre bas le masque commode du démocratisation.

Par le vote de sa « loi scélérate », elle jure soudain de dire *toute sa vérité* : défense d'user contre l'ordre établi de ces fameux « droits » (association, réunion, presse) si souvent invoqués par l'opportunisme pour justifier les casse-pipe patriotiques successifs. Le capitalisme « démocratique » d'aujourd'hui ne tolère pas davantage la lutte des classes que le fascisme d'hier, et il le dit. Il le hurle même avec une stridence qui bientôt percera des millions d'oreilles rendues sourdes par l'avachissement et la lâcheté.

Celles de la grande masse des ouvriers, il faut le reconnaître, sont toujours closes. Parmi les causes de cette surdité, il en est une déterminante, qui tombe désormais sous le sens : l'attitude du P.C.F. et de sa C.G.T. Ce serait peu leur reprocher que dire qu'ils n'ont pas mobilisé les masses contre la répression : ils l'ont littéralement appelée de leurs vœux ! Et ils lui ont frayé la voie : par l'invention du terme « gauchistes-Marcellin » qui accredit l'idée que la violence sociale est une création du pouvoir ; en réclamant la dissolution des groupes fascistes « de droite et de gauche », parmi lesquels ils englobaient explicitement les maoïstes ; en versant enfin des larmes de crocodile sur le vote d'une loi qu'eux seuls rendaient possible.

Que les ouvriers politiquement honnêtes cessent donc de nous reprocher, comme ils le font souvent, d'attaquer « leur » parti, « leur » syndicat : c'est grâce à la C.G.T. et au P.C.F. que la répression bourgeoise se développe insolemment. Leurs chefs n'ont cessé, durant ces années, d'encourager tout ce qui était faiblesse et lâcheté dans les couches ouvrières. Ils les persuadent encore qu'elles ont *quelque chose à perdre* et qu'il vaut mieux plier le jarret

d'une seule forme de l'Etat bourgeois est une sottise aussi grande que de prétendre la combattre par la « valeur exemplaire » d'actes de violence individuels. C'est pourquoi, tout en maintenant la sévère critique que nous formulions hier encore à l'égard de ces actes, il nous faut aujourd'hui tenir compte de quelque chose de bien plus grave que l'incohérence et l'aventurisme maoïstes : le ralliement déclaré de toutes les grandes organisations ouvrières, et peut-être de bon nombre d'ouvriers, à la cause de la défense de l'ordre bourgeois. Les faits sont allés vite. Ils nous imposent, à nous aussi, l'infranchissable ligne de démarcation qu'ils tracent entre ceux qui soutiennent la violence de classe de l'Etat et ceux qui, à aucun prix et sous aucun prétexte, ne veulent en être les complices, mêmes muets.

devant un capitalisme virulent que le combattre. Ils jouent habilement sur les mots, parlant « d'ordre », de « calme », comme s'ils entendaient *puissance* et *organisation* alors qu'il ne s'agit que d'exploitation et de capitulation devant elle. Même de la folie maoïste, ils portent la responsabilité. Ils ont si souvent reproché aux gauchistes

(Suite page 4)

La trahison de la Résistance

Lors de l'anniversaire de la défaite de l'Allemagne du 8 mai 1945, le P. C. F. a publié une déclaration où il affirme notamment : « Depuis plus de vingt ans, à l'intérieur comme à l'extérieur, les gouvernements français successifs ont tourné le dos à l'esprit de la Résistance ».

Et cela est tout à fait exact si, comme ces Messieurs, on caractérise cet esprit par « les idéaux généreux de la Résistance : les aspirations à des réformes économiques et sociales profondes, à une démocratie réelle, à la paix, le désarmement et l'indépendance nationale ».

Mais en réalité ces idéaux (généreux) n'avaient et n'ont rien à voir avec l'esprit réel, le contenu objectif de la Résistance. Ils n'étaient que la voile d'illusions qui servait à masquer ce contenu réel et à entraîner les prolétaires dans cette galère. Aussi ont-ils subi le sort de toutes les illusions ; dès la « libération », tout le monde, P.C.F. en tête, leur a tourné le dos. Bien loin de chercher à réaliser ces idéaux (généreux) et ces aspirations (irréalisables), nos stratèges réformistes se sont mis à réaliser réalistement l'esprit réel de la Résistance.

Qu'était-ce donc que la Résistance ? Tout simplement l'adhésion « libre et volontaire » du prolétariat à la cause de l'impérialisme français. En 1935, après les accords Laval-Staline, le P.C.F. reniait l'antimilitarisme et l'anticolonialisme d'antan : conscient des « intérêts légitimes de la France », il virait au patriotisme, qualifiant de « menées pro-allemandes » les luttes pour l'indépendance, en Afrique du Nord et en Syrie, par exemple. Mais les ouvriers manquent encore d'enthousiasme pour la Patrie : après la retombée des illusions de 36, ils ne s'opposent pas à la guerre en 39, mais ils la subissent sans le moindre feu sacré, et la défaite aussi les laisse indifférents. A ce moment-là, d'ailleurs, le P.C.F. ne cherche pas à réveiller leur ardeur patriotique : le pacte germano-soviétique est vanu bouleverser la ligne, et nos stalinien pratiquent même une sinistre caricature de défaitisme révolutionnaire.

C'est seulement lorsque la Russie, envahie par les armées allemandes, aura conclu la Sainte Alliance avec ce qu'on appelle aujourd'hui « l'impérialisme le plus agressif et le plus barbare », mais qui s'appelait alors « la Grande Démocratie d'outre Atlantique », (si quelque chose a changé entre temps, ce n'est certainement pas la nature des Etats-Unis) et qu'en même temps, une large fraction de la bourgeoisie française, soucieuse de « sauver l'honneur de la patrie » en mettant ses œufs dans les deux paniers à la fois, se

(Suite page 4)

Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

VIII. - Toutes les tares d'une agriculture capitaliste sans ses avantages

Nous avons consacré nos deux derniers numéros à la dénonciation de l'imposture stalinienne qui affuble de l'étiquette « communiste » un type particulier de coopérative paysanne : le kolkhoze. Nous avons montré que la genèse de ce type d'associations de producteurs ne constituait en rien un « passage » d'une étape prétendument « socialiste » à une étape supérieure, mais représentait, bien au contraire, la stabilisation, sous l'effet d'exigences politiques et sociales impérieuses, de formes agraires relevant d'un capitalisme inférior.

Le socialisme c'est avant tout l'abolition des rapports d'échange fondés sur la valeur, la destruction de leurs catégories fondamentales : le capital, le salaire, la monnaie. Ces catégories, le kolkhoze les garantit au niveau de la transformation du petit producteur rural dont il fige la situation sociale grâce, d'une part, à la rémunération en argent (ou en produits négociables) acquise par le travail dans une ferme coopérative et grâce, d'autre part, à l'exploitation d'un lopin de terre et d'un bétail personnels dont les produits peuvent également être vendus sur le marché. Loin d'être une sorte de « socialisme », le kolkhoze s'apparente donc plutôt aux systèmes dits « d'autogestion » qui, dans certains pays sous-développés devenus politiquement indépendants, dissimulent, par une usurpation de termes identiques à celle du précédent russe, le rôle d'interim historique qu'ils jouent entre l'archaïque production naturelle précédant le capitalisme et le plein développement de ce dernier.

Après avoir examiné les motivations politiques de la « collectivisation forcée » russe et souligné notamment l'appui qu'y rechercha la contre-révolution stalinienne auprès de l'immense paysannerie soviétique, il nous faut à présent montrer que c'est par cette voie —

tortueuse mais aux caractéristiques indiscutables — que s'est affirmé, sur les ruines de la révolution d'Octobre, un authentique *capitalisme national*.

Le personnage du kol khozien reflète assez bien l'impasse économique et sociale d'une révolution qui, à l'intérieur de ses frontières nationales, ne pouvait pas dépasser le stade d'une transformation historique *bourgeoise*. Transition impérieusement exigée par l'abandon de la stratégie révolutionnaire internationale, le kolkhoze n'a cessé de constituer le principal obstacle à un développement rapide du capitalisme en Russie. Non pas que cet obstacle représentât des survivances incoercibles d'un « ancien cours » en direction du socialisme, comme les trotskystes l'ont maintenu en dépit de tous les démentis de fait : il démontre bien au contraire le lourd tribut payé par le prolétariat à l'histoire lorsque la contre-révolution, après avoir brisé net la perspective du socialisme, n'offre même pas la contre-partie d'en créer les prémisses économiques et sociales les plus radicales.

En révélant les retards et difficultés économiques de la Russie actuelle, dont les économistes et politiciens occidentaux croient pouvoir déduire une « faillite du communisme », nous voulons au contraire en rétablir les véritables causes en déjouant, non seulement les mensonges du stalinisme et les illusions de ceux qui soutiennent la survivance en Russie de « conquêtes socialistes », mais encore les critiques qui reprochent à Lénine d'avoir imprudemment emprunté la voie du *capitalisme d'Etat*. Pas plus qu'il n'est une « réalisation socialiste », le kolkhoze ne relève de cette dernière catégorie. Ses bénéficiaires sont des paysans qui ont apporté au fond collectif une parcelle de sol et un certain nombre de têtes de bétail (s'ils n'en disposaient pas c'est l'Etat qui y a pourvu). Le kolkhozien participe à la mise en valeur collective de toutes les parcelles désormais réunies et des troupeaux ainsi constitués, reçoit du produit de cette mise en valeur une part proportionnelle au nombre de journées de travail qu'il lui a consacrées, tandis que, par ailleurs, il dispose d'un lopin et d'un bétail dont il utilise les produits à son gré.

(Suite page 4)

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 12 — 15 juin - 19 juillet 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

La C.G.T. et l'intéressement

Dans un article du " Monde " du 11 avril 1970, on peut lire que « 4.159 accords de participation concernant 5.399 entreprises et intégrant 2.392.205 salariés ont été signés » ; 81,51 % de ces accords ont été signés par l'intermédiaire des seuls Comités d'entreprise ; 5,37 % par l'intermédiaire des Comités d'entreprise et des Syndicats et 12,19 % par l'intermédiaire des seuls Syndicats. Toutes les organisations ouvrières ont été parties à la signature de ces accords ».

La C.G.T. qui, il y a bien longtemps il est vrai, combattait toute forme d'association capital-travail, vient en tête des syndicats pour le nombre d'accords d'intéressement signés, avec 253 contrats (C.F.D.T., 165 ; C.G.C., 141). Remarquons de plus que la C.G.T., contrôlant bon nombre de Comités d'entreprise, a signé anonymement un nombre beaucoup plus élevé.

S'il est vrai qu'elle ait invoqué comme « étant le choix le moins défavorable pour les intérêts des salariés » (tout dépendant des intérêts qu'elle est censée défendre), la solution du compte courant bloqué dans l'entreprise, il n'en est pas moins vrai qu'aux intérêts de 5 % que proposait le patronat, les « bonzes intéressés » ont demandé un minimum de 6 % et parfois 8 % ! Singulière revendication quand on sait que ces dividendes sont tirés de l'exploitation du travail salarié.

Une fois de plus l'opportunisme se montre sous son vrai jour qui consiste à invoquer « la défense des intérêts de la classe ouvrière », et à lui donner comme arme le bâton... pour se faire battre !

Quand les bonzes syndicaux expliqueront-ils aux ouvriers que se battre pour le salaire, ça n'est pas se battre pour une quelconque forme de « participation aux fruits de l'expansion des entreprises » ? Jamais ! Car leur rôle n'est pas d'expliquer comment on doit lutter pour l'augmentation des salaires, mais plutôt d'exploiter et de renforcer la division entre les salariés.

Pour l'armement de classe du prolétariat

Le renforcement légal des mesures répressives groupe, en un hypocrite front commun, l'Etat bourgeois et l'opportunisme ouvrier (P.C.F. et direction de la C.G.T.) également d'accord pour condamner toute action « non-constitutionnelle », donc, en fait, toute révolte sociale des exploités.

ORDRE, PAIX SOCIALE, REPRESSION ! C'est le cri du cœur des privilégiés, gros ou petits, qui vivent de la « bonne marche » du capitalisme, c'est-à-dire de la sueur du prolétariat en temps de paix, de son sang en temps de guerre.

ORDRE ! Que chacun reste sagement à sa place dans la société démocratique. Que

le profit dévore le salaire et que le salaire se contente de la portion congrue !

PAIX SOCIALE ! Que rien n'arrête la production forcée, que rien ne trouble le commerce dont vivent en parasite les classes moyennes. Affairistes, boutiquiers, intellectuels, n'admettent la violence que pour la brandir comme un chantage à l'égard du grand capital. Ils se réconcilient bien vite avec lui pour la maudire lorsqu'elle est révolte sociale contre une exploitation dont ils partagent les fruits.

REPRESSION ! réclament les partis et directions syndicales opportunistes, pour défendre eux aussi l'ordre qu'ils ont remis sur pied il y a vingt-cinq ans en pourvoyant l'Etat capitaliste, dans une période difficile, de « camarades-ministres » seuls capables de remettre les ouvriers au travail. Congédiés depuis par leurs maîtres, en dépit de leurs « bons et loyaux services », ils n'en continuent pas moins à prodiguer les illusions mortelles du réformisme que le prolétariat a déjà payées du prix de deux guerres et de la dissolution de son parti mondial.

Mouches du coche de la guimbarde capitaliste, les opportunistes mêlent leur bourdonnement assourdissant aux cris hystériques des bourgeois : l'ORDRE, toujours l'ORDRE, parce que c'est le seul moyen de sauver l'exploitation de la force de travail et les sinécures de la collaboration de classe. « Société nouvelle » dans la bouche des bourgeois, « démocratie avancée » dans celle des faux communistes, c'est toujours le même mensonge d'un capitalisme sénile qui a au moins cinquante ans de trop.

Ce mensonge, les vrais communistes le dénoncent en lui opposant la vérité de classe qui est la vérité de l'histoire : la société capitaliste

est née de la violence, ne se survit que par la violence et ne périt que par elle. De tous les antagonismes qui jaillissent de ses entrailles, un seul porte en lui la perspective de sa destruction. Il s'appelle : TRAVAIL CONTRE CAPITAL et c'est lui, et non les rêveries « d'illuminés » qui, dans les périodes révolutionnaires, accouche de la violence libératrice des travailleurs.

Le capitalisme sans violence n'existe pas. Ou bien c'est la violence sourde de la discipline de l'exploitation avec ses misères, sa destruction, lente ou brutale, physique ou morale, du salarié. Ou bien c'est la colère contre les salaires rognés, la révolte contre les normes, contre le chômage, la technique meurtrière du travail. Ou la violence du capital ou celle des exploités. Ou la voie qui mène de l'exploitation à la répression. Ou celle qui conduit de la revendication immédiate à la lutte révolutionnaire. Des communistes ne peuvent donc discréditer la violence : toutes celles qui surgissent appartiennent à l'une ou à l'autre de ces deux voies. Toute parcelle isolée de violence ouvrière appartient à la violence générale du prolétariat. Toute violence réactionnaire doit être combattue par la violence révolutionnaire.

La tâche fondamentale du parti et du syndicat de classe c'est de préparer le prolétariat à riposter à toute violence ouverte ou larvée du capital, de coordonner les violences isolées, impulsives, en des actions massives et conscientes de classe. De toute façon et quels qu'en soient les délais, la lutte de classe ne peut déboucher que sur un heurt final contre l'Etat du capital.

Non pas donc, PAIX SOCIALE mais guerre de classe ; reconquête des luttes immédiates à des objectifs unificateurs de classe ; groupement des ouvriers autour du programme historique du prolétariat, toujours solide et trop vérifié par les défaites ouvrières de cinquante années de contre-révolution.

CHEZ CODER

Servilité syndicale, révolte sans issue ou lutte de classe ?

Chez Coder, grosse entreprise métallurgique de la région marseillaise, des maoïstes ont revendiqué le sabotage de trente citernes en riposte au « licenciement de 30 ouvriers ». La " Marseillaise-Dimanche " du 30 mai (journal local du P.C.F.) y consacre toute une page, en reproduisant un tract maoïste et la réponse de la cellule communiste de l'entreprise. La lecture de ces textes est édifiante.

Le tract P. C. F. reproduit dans le journal cité ci-dessus confirme que « plus d'une centaine de licenciements (étaient) annoncés par la Direction », mais ajoute que « la lutte de classe des syndicats unis a permis de la faire reculer » et que « ces licenciements ont dû être ramenés à 19, et non à 30 ».

30, 19 ou une centaine de licenciements, pour celui qui en fait partie, c'est tout un. Pour nous aussi, selon le principe que l'organisation syndicale ne doit pas transiger, marchander, lorsqu'il s'agit d'une mesure frappant des ouvriers. Les « syndicats unis » ont-ils tout fait pour appliquer ce principe, c'est-à-dire déclenché la grève, entraîné les autres métallos dans un mouvement de solidarité, défini une stratégie globale de riposte aux licenciements ? Certainement pas. Les directions syndicales, celle de la C. G. T. comprise, pratiquent une tactique d'entreprise qui isole chaque personnel dans les murs de son usine. Sur le plan national elles ne déclanchent pas de vraies luttes contre le chômage, mais au contraire, signent des accords qui, en l'aménageant, le rendent possible sans riposte ouvrière. Ce n'est donc pas sans quelque raison que des ouvriers peuvent penser, avec les maoïstes : « La capitulation des syndicats, on n'en veut pas ».

**

Que leurs moyens d'action soient bons ou mauvais, c'est une autre affaire. Pour la trancher, il faut d'abord examiner comment le journal régional du P.C.F. en explique l'écllosion. La « signification profonde de la poussée gauchiste », il l'explique par « la venue de nouvelles troupes inexpérimentées et impatientes ». A leur égard « la ligne

de conduite des communistes » — toujours selon le même journal — est celle d'une « critique rigoureuse et vigoureuse » des idées gauchistes et de « compréhension à l'égard de ceux que leur inexpérience même conduit à être séduits par ces idées ». Critique vigoureuse ? Le mot est charmant lorsque l'on sait que l'appareil de la C. G. T., chaque fois qu'il le peut et partout où il le peut, accueille à coups de poings, pour le moins, les critiques de tous ceux que, généreusement, il englobe sous le terme de « gauchistes ». Impatients les maoïstes ? Très certainement. Mais pas « inexpérimentés » en ce qui concerne la « compréhension » dont les gars du P. C. F. font preuve à leur égard.

Trêve donc de finasseries pour dorer la pilule aux ouvriers que le comportement de « leurs chefs » syndicaux ou politiques pourrait choquer. Nous savons comment cela se pratique partout : par la calomnie, la persécution, voire la dénonciation au patronat des « gauchistes ». Il suffit d'ailleurs de poursuivre notre lecture pour comprendre qu'il en est de même chez Coder. Le tract du P.C.F., moins diplomate que l'article, pose cette question : « Les attaques contre la C.G.T. et le P.C.F. (ne sont-elles) que la marque de l'agacement de jeunes impatientes ? » Et il répond : « Bien évidemment non ». Il ne dit pas pourquoi, mais l'auteur de l'article se charge de le faire : « Par les armes qu'ils donnent au pouvoir » (les gauchistes) « se font les alliés de leur ennemi — de notre ennemi — le capitalisme ». Autrement dit, la répression et la police dans l'entreprise, ce sont les gauchistes qui en sont responsables... et non pas le patron

Cette saloperie mérite qu'on s'y arrête. Ce qui nous intéresse, ce ne sont pas les maoïstes en tant que tels (nous avons critiqué sévèrement leurs positions dans ce journal et y reviendrons le cas échéant), mais l'état d'esprit défaitiste et paniquard que révèle ce retournement, contre les ouvriers violents, de la violence de la bourgeoisie capitaliste. Chose particulièrement grave dans une entreprise dont la direction a la solide réputation d'être « dure ».

Le pouvoir et le patronat ont-ils besoin du prétexte gauchiste pour déclencher la répression ? L'auteur de l'article cité en évoque une de taille survenue à une époque où le « gauchisme » n'existait pratiquement pas : « Les mineurs de fond — écrit-il — qui vécurent les grèves de 1948, virent lancer contre eux des chars et des canons ». Lancés par qui donc, s'il vous plaît ? Par un certain Moch, ministre de l'Intérieur et pilier du Parti socialiste auquel le P.C.F. fait la courbette ! (Les « maoïstes » de l'époque, c'étaient les militants du P.C.F. : celui-ci ne reculait pas, alors, devant la violence et le sabotage, du moment que c'était pour orienter le mécontentement légitime des ouvriers selon les directives de la diplomatie stalinienne en lutte contre le Plan Marshall !).

« La Marseillaise » s'amuse à tourner en dérision ceux « qui pensent que le Parti communiste est " mou ", qu'il ne joue pas son rôle et que mieux vaut l'action directe ». C'est une erreur grossière, en effet. Le P. C. F. n'est pas mou, il est dur, très dur... pour les ouvriers qui refusent les capitulations syndicales et veulent réellement se battre contre le capital. Il joue parfaitement son rôle, mais c'est le rôle qu'il a pris en assurant la relève des vieilles canailles social-démocrates, trop usées, celui de la collaboration de classe qui, bien entendu, exclut, non seulement « l'action directe », mais même l'action tout court, remplacée par les parlottes d'anti-chambre ministérielle, les tractations de tables rondes et la signature d'un nombre appréciable de contrats... de progrès ou non !

« La Marseillaise » écrit encore (Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS. — Les samedis 20 juin et 4 juillet, de 15 à 19 heures ; les dimanches 28 juin et 12 juillet, de 10 à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 2, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE. — Les samedis 20 juin et 4 juillet, de 15 à 19 heures, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

L'UNITE DES BONZES SYNDICAUX

Ce n'est pas seulement en France que l'opportunisme met en avant le mot d'ordre d'Unité. Mais partout sa façon de tendre à l'unité, sur le terrain syndical aussi bien que politique, foule aux pieds le juste instinct prolétarien sur lequel il joue pour faire passer son unité. Car des « unités », il en existe deux :

— L'unification réelle des luttes prolétariennes, l'unification du prolétariat sur ses positions de classe. Cette unité de classe se constitue dans la lutte, autour du syndicat de classe dirigé par le Parti de classe, autour des positions communistes. Elle débordé né-

cessairement le terrain « économique » et mobilise le prolétariat pour ses tâches révolutionnaires.

— L'autre unité, c'est celle de la soumission unitaire à la bourgeoisie ; telle l'unité de 1936 pour « terminer une grève », ou celle de 1945 pour « produire d'abord ». Cette unité-là, faite au nom de l'intérêt du « peuple » et de la nation, vise non seulement à empêcher la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, mais aussi à stériliser les luttes les plus immédiates qui pourraient mettre en danger « l'économie du pays ».

Bien que générale, la marche de l'opportunisme à l'unité de

la trahison se présente sous des formes et à des stades divers dans les différents pays. En France, elle n'en est qu'au stade préparatoire ; mais elle sert déjà à briser l'unité réelle de lutte. Ainsi, par exemple, la direction de la C.G.T. a empêché l'extension de la grève des rouleurs aux autres catégories de la S.N.C.F. « pour préserver l'unité » avec F.O., C.F.D.T. et les Autonomes ; de même, la hantise de l'unité est mise en avant pour refuser de déclencher des luttes, même dans des usines où la C.G.T. est largement prédominante.

En Italie, les opportunistes tendent déjà à l'unité organi-

que, à une unité qui n'est même pas une fusion pure et simple des centrales syndicales, mais la disparition de la C.G.I.L. (l'équivalent de notre C.G.T.) dans un nouveau syndicat à prédominance jaune. C'est que les luttes sociales sont plus violentes en Italie, que l'Etat bourgeois y est moins solidement organisé et a davantage besoin de l'aide directe de l'opportunisme pour contenir le prolétariat. L'unité des bonzes, dont on va voir en quoi elle consiste dans le texte qui suit (traduit de "Il sindacato rosso", organe de lutte syndicale de notre Parti en Italie) tend en fait à liquider le syndicat en tant qu'or-

gane de classe, à empêcher d'exprimer la combativité des ouvriers et à organiser leurs luttes. Elle s'oppose à la véritable unité qui seule permet d'arracher des avantages réels à la bourgeoisie et en même temps mobilise le prolétariat, conquiert le syndicat au communisme et débouche sur la lutte pour le pouvoir politique.

Que les événements en Italie servent de leçon et d'avertissement aux prolétaires français ; ils montrent où mène l'unité de l'opportunisme, l'unité de la contre-révolution et de la soumission au capital.

« L'unité syndicale ne peut se faire à la C.G.I.L. : voilà le problème. Nous, nous ne pensons pas que l'unité soit SOUS-HAÏTABLE, ni qu'il soit possible de la faire à la C.G.I.L. ». C'est en ces termes que le bonze Lama a répondu aux interventions de quelques ouvriers à une table ronde d'introduction à la conférence des ouvriers « communistes », c'est-à-dire des ouvriers du parti opportuniste : le Parti Communiste Italien.

Qu'est-ce qui a provoqué cette précision canaille de Lama, transcrite sur l' "Unità" (journal du P. C. italien du 21 février), qui devrait ouvrir les yeux à tous ceux qui croient encore que l'unification syndicale est un résultat positif ? La constatation que de nombreux participants à cette « table ronde » avaient remarqué avec appréhension que dans leurs usines les ouvriers élaient des délégués d'atelier seulement parmi les adhérents à la C. G. I. L. Voilà, selon le compte rendu de l' "Unità", ce qu'ont dit quelques ouvriers. A la question : les délégués d'atelier ont-ils été nommés d'office ou élus parmi les ouvriers eux-mêmes, un ouvrier de l'Italsider de Tarante répond : « Nous avons dit : indiquez-nous dans l'atelier quels sont les camarades les plus qualifiés. Et c'est ce qui s'est produit. A savoir qu'ils ont désigné surtout nos camarades ». Un autre ouvrier de Fiat dit : « Il me semble logique que nos camarades, qui ont été les plus actifs à l'intérieur de l'usine, soient élus ».

Que résulte-t-il de ce débat dirigé, où évidemment les participants mêmes ont été choisis non pas parmi la véritable base, mais parmi les petits bureaucrates syndicaux les plus fidèles à la politique opportuniste du P.C.I. ? Que les ouvriers accordent leur confiance à la C.G.I.L. et à ses adhérents dans laquelle ils reconnaissent malgré tout leur organisation de classe, alors qu'ils refusent l'adhésion aux syndicats jaunes parce qu'ils y voient de purs et

simples représentants du patronat dans le camp ouvrier.

Mais que répond le P. C. I., que répondent les bonzes de la C.G.I.L. devant cette situation ? Eux qui défendent la « démocratie ouvrière » sont contraints de nier cette fameuse « démocratie » quand les ouvriers expriment réellement un minimum de conscience de classe : « Il est dangereux que les ouvriers élaient seulement des camarades de la C. G. I. L. Il faut faire en sorte qu'ils élaient aussi des représentants des autres organisations ».

Les bonzes de la C. G. I. L. prient les ouvriers d'être également quelque'un de la C. I. S. L. et de l'U. I. L., autrement l'unification ne pourra pas se faire. Vous vous rendez compte, ouvriers ? Ceux qui prétendent être vos dirigeants se prêtent tout bonnement à faire la propagande des bonzes de la C.I.S.L. dont les ouvriers ne veulent pas, mais qui doivent être élus à tout prix. Et pour être tout à fait « démocrates » ils font des sections syndicales soi-disant unitaires. Ces sections syndicales sont faites d'après le critère qui veut que chaque organisation doit avoir un nombre égal de représentants ; ainsi on obtient, comme cela s'est produit chez Manetti et Roberts, de Florence, que la C.G.I.L. qui représente, mettons 500 ouvriers, a trois représentants, au même titre que la C.I.S.L. qui représente seulement 50 employés et que l'U.I.L. qui représente seulement 10 dirigeants, de telle sorte que pour chaque décision 500 ouvriers sont réellement en minorité, face à 50 employés et 10 dirigeants. Cette position a été défendue par les opportunistes du P.C.I. à la table ronde dont nous avons parlé !

Écoutez un des participants : « Est-il possible que seulement nos camarades puissent être toujours élus ? Je dis non, parce que cela peut gêner sérieusement l'unité. Les propositions selon lesquelles un de nos camarades est bien vu et élu dans son atelier parce qu'il est toujours à la tête de la

» lutte sont des propos inacceptables ».

Comprenez, ouvriers, ce que les opportunistes vous enseignent : vous ne devez pas élaire les camarades qui sont à la tête de la lutte ! Élisez au contraire les entremetteurs et les esclaves du patron et vous sauverez l'unité syndicale. Et le petit bonze continue : « Si par exemple, dans un atelier, un de nos camarades a été élu par 60 voix, qu'un ouvrier de la C.I.S.L. en a eu 20 et un de l'U.I.L. en a eu 10, CONSILIERONS QUE TOUS LES TROIS SONT ELUS ».

Donc, trente ouvriers arriérés qui ont voté pour la C.I.S.L. et pour l'U.I.L. se trouvent avoir deux représentants, alors que 60 ouvriers qui « sont à la tête de la lutte » ont un seul représentant. Voilà de quelle façon les bonzes manient la « démocratie ».

Lama s'élançait à nouveau contre ce « mal », c'est-à-dire contre le danger que « seuls nos camarades soient élus » : « Quand nous nous trouvons devant le phénomène des délégués d'atelier qui sont tous à la C. G. I. L., je me demande si nous avons travaillé pour l'unité et non pas plutôt pour le "roi de Prusse", c'est-à-

» dire pour ceux qui ne veulent pas l'unité » ! Certainement, cela doit être dur à avaler, même pour un opportuniste. Imaginez-vous la scène : dans une usine les adhérents du P.C.I. et de la C.G.I.L. se mettent en quatre pour être à la tête de la lutte et puis ils s'entendent dire par la bouche de Lama qu'ils « ont travaillé pour le roi de Prusse ». Les ouvriers de l'usine les élaient comme délégués parce qu'ils leur font davantage confiance qu'à un entremetteur de la C.I.S.L. et ils sont contraints de renoncer à leur rôle en faveur d'un inscrit à la C.I.S.L. dont les ouvriers ne veulent pas et qui peut-être n'a même pas participé aux grèves.

Voilà où les opportunistes ont amené la classe ouvrière ! Et voilà le véritable sens de l'unification syndicale qu'ils proposent aux ouvriers : Former un syndicat-fourre-tout sans aucun caractère de classe, un syndicat purement corporatiste dans lequel ceux qui sont à la tête de la lutte ouvrière, les ouvriers les plus conscients, sont noyés dans la mer des ouvriers arriérés, des techniciens, du personnel dirigeant de l'entreprise, qui a naturellement dans les syndicats jaunes ses représentants les plus indiqués.

Mais les propos de Lama et le compte rendu de l' "Unità" ne montrent pas seulement à quel degré en est arrivé l'opportunisme des bonzes de la C.G.I.L. Cela montre aussi que dans les usines il existe une opposition des ouvriers les plus combattifs à l'unification ; cela montre que les bonzes veulent l'unification contre la volonté des meilleurs ouvriers, qui au contraire reconnaissent dans la C.G.I.L. leur organisation de classe ; cela montre enfin qu'ils s'appuient pour faire passer l'unification, sur les couches d'ouvriers les plus arriérés et d'ouvriers privilégiés contre la partie la plus avancée et la plus exploitée de la classe ouvrière.

Notre but est de combattre l'unification, qui détruirait le syndicat de classe, en nous appuyant sur les ouvriers les plus conscients. En même temps qu'eux nous combattons sur deux fronts : contre les syndicats jaunes et contre tous ceux qui voudraient vendre la C.G.I.L. aux syndicats jaunes et qui, avec leur politique de trahison, en ont fait la complice des syndicats jaunes.

(Traduit de "Il sindacato rosso")

Défense de la hiérarchie, défense de l'exploitation

Dans "l'Université Syndicaliste" (organe du S.N.E.S.), n° 18 du 27 mai 1970, on peut lire un article qui a le mérite de montrer jusqu'où peut aller la trahison des dirigeants Unité et Action.

La première manœuvre consiste à mettre dans un même panier les adversaires de la hiérarchie et le gouvernement : « Beaucoup l'estiment (la hiérarchie) exagérément développée et déclarent qu'il faut réduire l'éventail hiérarchique des salaires. C'est aussi, semble-t-il, l'avis du gouvernement... »

L'auteur de l'article pose ensuite cette question naïve : « N'est-il pas troublant de voir côte à côte dans l'action syndicale, revendiquant l'un et l'autre une hausse de leurs salaires par exemple de 8 %, celui qui, classé tout au bas de l'échelle des rémunérations, n'en attend qu'une somme modique ne couvrant même pas entièrement ses besoins essentiels et celui qui, se trouvant au sommet de la hiérarchie, en recevra 10 fois plus pour des besoins nettement moins impérieux ? »

Ce qui est troublant, c'est que le S.N.E.S. propose toujours des augmentations au pourcentage, défend les catégories les mieux payées et abandonne les autres (Maîtres auxiliaires, MI-SE, mais aussi certifiés en début de carrière). Pour le S.N.E.S., ce n'est pas troublant et tout au plus veut-il bien admettre « les effets démobilisateurs pour la masse des travailleurs, d'une revendication de salaire trop (sic) respectueuse de la hiérarchie existante. »

Pourquoi le S.N.E.S. (comme la C.G.T. du reste) défend-il la hiérarchie ? Tout l'article en question tend à démontrer qu'il défend par là la qualification : « L'écart se creuse entre la valeur grandissante de la force de travail des salariés et la part stagnante qu'ils en reçoivent sous forme de salaire. »

Ce qu'il faut entendre par « valeur grandissante de la force de travail » nous est expliqué un peu plus loin : « On a vu que la qualification de la classe ouvrière, que la capacité de l'ouvrier à produire les richesses se sont considérablement accrues en six ans.

» En témoignent les statistiques de production par homme ou par poste de travail. » Ainsi la « qualification » est un terme pudique pour ne pas dire productivité et exploitation accrues. Défendre ce c'est l'accroissement de son produit qui donne à l'ouvrier la possibilité de revendiquer une augmentation de salaire, revient à indexer les salaires sur la productivité.

Depuis Marx nous savons que la valeur de la force de travail est indépendante du travail qu'elle peut fournir puisque le vendeur (le salarié) en cède l'usage (le travail et son produit) à l'acheteur capitaliste. La valeur de la force de travail n'est liée qu'à ce qu'elle coûte à produire (apprentissage, etc...) et à entretenir.

Il est bien évident que le capitalisme, par son perfectionnement technique continu, tend d'une part à réduire le temps d'apprentissage (et donc la valeur de la force de travail) et d'autre part à augmenter sans cesse la productivité du travail, c'est-à-dire en dernière analyse la plus-value. Quant au prix de la force de travail, c'est-à-dire le salaire, il dépend de la lutte des classes qu'il se fixe au-dessus ou au contraire au-dessous de sa valeur.

Le syndicat est l'organe où les salariés font pression collectivement sur le prix de la force de travail, et cela indépendamment de la situation de l'économie nationale et de son état de santé qui importe tant aux nationaux-communistes ! Il est ridicule de demander « un juste salaire » puisque le salariat n'est qu'une spoliation plus ou moins grande, mais il est criminel de laisser entendre que c'est l'augmentation de la production qui justifie et doit précéder celle des salaires.

On voit donc qu'au niveau général défendre la hiérarchie, sous couleur de défendre la qualification équivaut à demander l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire de l'exploitation. Sur le plan particulier des enseignants, la position du S.N.E.S. n'est pas moins ignoble. On ne peut considérer en effet que le maître-auxiliaire est le manœuvre de l'enseignement tandis que l'agrégué en serait l'ouvrier hautement qualifié CAR ILS FONT LE

MEME TRAVAIL. Dès lors, admettre, comme la direction du S.N.E.S., qu'ils n'aient pas les mêmes avantages et la même rémunération, c'est admettre qu'il y a différence de compétence professionnelle dans l'accomplissement de la même tâche. Or ce jugement-là, le syndicat devrait le laisser à la hiérarchie administrative dont c'est le rôle de tirer le maximum de chaque enseignant et plus particulièrement de ceux sur lesquels elle peut exercer un chantage au licenciement.

On nous objectera que, d'après la définition de la force de travail que nous avons donnée, l'agrégué peut vendre plus cher la sienne que le maître-auxiliaire puisqu'un agrégué « coûte » plus cher à produire qu'un simple licencié. C'est certain, mais il n'en reste pas moins vrai que la qualification requise pour un travail ne reste pas éternellement stable : quel que soit le coût de formation d'un tisserand artisan, placé devant un métier à tisser moderne, il ne sera payé qu'en fonction de la formation à cette nouvelle tâche.

Ce que veut prouver l'Etat par l'extension de l'auxiliarat, c'est qu'il peut sous-payer tous les enseignants et le S.N.E.S. se fait son complice en justifiant la hiérarchie au nom d'un prétendu manque de qualification des M.A. L'Etat aura beau jeu de répondre que ce ne sont pas les M.A. qui sont sous-qualifiés mais les certifiés et les agrégés sur-qualifiés et donc sur-payés pour un même travail. C'est là qu'on voit que la défense des catégories les plus défavorisées n'est pas un acte charitable mais un impératif pour tous les salariés de l'éducation nationale.

C'est cette solidarité objective que nous opposons à l'hypocrisie des défenseurs de la hiérarchie.

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœsling
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N. M. P. P.

CHEZ CODER

(Suite de la page 2)

re : « Irremplaçables, contrairement à ce que certains prétendent, les luttes revendicatives ne peuvent suffire. Il faut à la France un changement de politique ». La première phrase est juste — les ouvriers ne doivent pas « lâcher pied devant les empiétements du capital », disait Marx, — mais à la condition que les luttes soient réelles, et ne se métamorphosent pas, avant même d'être déclenchées, en négociations. La seconde est archaïque et démentie par toute l'histoire moderne : de politique, on en a « changé » souvent et chaque fois les ouvriers ont été bernés (et pas de la façon la plus mince, lorsque c'étaient des « communistes » qui allaient au gouvernement !) Le seul changement capable d'émanciper la classe ouvrière, c'est la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois et la dictature du prolétariat. La voie en est longue et difficile, c'est certain : raison de plus pour la prendre tout de suite en œuvrant au rassemblement des ouvriers autour de luttes unitaires de classe, par-dessus les murs de Coder, les divisions d'entreprises, de catégories, de professions, de frontières nationales.

Camarades ouvriers, sachez que nous ne sommes pas des gens « qui donnent des leçons », mais des salariés et des exploités nous-mêmes. Les fautes que nous dénonçons chez les opportunistes, nous les avons vécues, nous les subissons, comme nous subissons également les fautes de ceux qui réagissent mal à l'opportunisme. La solution maoïste, la « solution-citernes » n'est pas la bonne. Mais la bonne solution ne surgira que lorsque vous déciderez de lutter vous-mêmes, d'imposer à vos dirigeants syndicaux votre façon de vous battre qui ne peut être que collective, de solidarité à l'égard de tous les travailleurs.

Contre tous les licenciements ; pour l'intégration des primes au salaire de base ; pour l'augmentation uniforme des salaires ; pour la diminution de la durée du travail, seule la grève illimitée, la grève dure, la grève étendue au maximum peut être une arme efficace. Les directions syndicales n'en veulent pas : à vous de la leur imposer !

Ce sera long et difficile, mais seuls les enfants croient aux solutions-miracles.

VIII. - Toutes les tares d'une agriculture capitaliste

(Suite de la 1^{re} page)

Par sa condition comme par sa psychologie sociale, le kolkhozien est aussi étranger au socialisme que peut l'être le *farmer* américain ou le vigneron d'une coopérative du midi de la France. La façon dont est rétribué son labeur dans la ferme collective l'apparente au travailleur salarié, mais aussi au petit actionnaire des pays capitalistes, puisqu'il perçoit également une part du profit d'entreprise. La disposition de son minuscule patrimoine lui confère, par contre, une position identique à celle du paysan parcellaire d'Occident. Le « personnage » de la société rurale le plus proche en U.R.S.S. du prolétaire des pays capitalistes de l'Ouest, et susceptible donc de se comporter comme tel, est le *sovkhozien*. Mais le *sovkhoze*, ou entreprise d'Etat, ne représente qu'une faible partie dans la production agricole russe.

Le kolkhoze, quel que soit l'angle sous lequel on le considère, est le facteur social et économique le plus réactionnaire de la société soviétique. Non pas seulement en raison de la psychologie conservatrice de ses membres, mais encore par le poids qu'il représente sur la seule classe moderne : le prolétariat. On imagine aisément que, sauvé de la faim et de l'expropriation par le kolkhoze, le petit producteur rural russe n'ait pas marchandé son sang, lors de la dernière guerre mondiale, pour défendre, en même temps que le sort de l'Etat stalinien, les garanties de survivance et de stabilité que ce dernier lui octroyait. Mais il faut considérer l'ensemble de la structure économique et sociale russe pour comprendre que cette survivance et cette stabilité, il les doit, en définitive, à la surexploitation du prolétariat. La médiocrité des conditions sociales dans la campagne russe ne doit pas tromper : le système kolkhozien, outre les distorsions fondamentales qu'il accentue de la nature capitaliste des rapports de production russes, constitue le principal obstacle à l'élévation générale du niveau de vie.

Imposée par la stratégie politique du stalinisme qui cessait de lier le sort de l'Etat russe à celui du prolétariat international, la forme kolkhozienne est devenue quasi - indéfinissable, dans la mesure où elle ne peut être éliminée — comme le désiraient fort les dirigeants soviétiques actuels — que par la concurrence d'une forme à productivité supérieure dont l'apparition, sauf bouleversement général, apparaît encore éloignée. Quelques chiffres suffiraient à fixer les idées à ce propos : le rendement moyen des céréales qui, bien qu'ayant progressé (de 1913 à 1956 : 25 % contre 30 % environ aux Etats-Unis et au Canada) est notoire-

ment insuffisant par rapport à l'accroissement démographique; le pourcentage encore élevé de la population paysanne, preuve caractéristique de la faible productivité agricole (42 % contre 12 % aux Etats-Unis et 28 % en France); la situation effroyable du cheptel qui, à l'exception d'une croissance spectaculaire de l'élevage du cochon (+ 63 %) a diminué de 20 % environ par rapport à 1913 pour les bovins et les vaches.

Cette carence du système kolkhozien ne réside pas seulement dans les insuffisances de sa production, mais aussi et de plus en plus, dans la façon dont elle s'oriente : en vendant aux kolkhozes les tracteurs dont précédemment il leur louait les services, l'Etat russe a perdu le seul moyen de pression dont il disposait pour leur imposer la production des denrées indispensables dont il fixait lui-même, avant la fameuse réforme de Khrouchtchev, la quantité et le prix. Aussi a-t-on vu le propre promoteur de cette réforme parcourir la campagne russe et exhorter sans succès les kolkhoziens à produire du blé à la place de l'orge et de l'avoine qui permettent l'élevage beaucoup plus lucratif du cochon. Ainsi, sous le régime du pseudo « socialisme » russe, l'appât de lucre des entreprises kolkhoziennes l'emporte sur les exigences de l'alimentation du « peuple » prétendument au pouvoir !

Cela ne signifie pas pour autant que le sort des kolkhoziens eux-mêmes soit paradisiaque. Il semble au contraire qu'après tous les prélèvements effectués sur le produit global du kolkhoze (parmi lesquels figurent exactement les mêmes rubriques que dans toute entreprise capitaliste d'occident, et notamment un *taux d'investissement* d'un même ordre de grandeur) il reste peu à « partager » entre ses membres. Mais ce fait, en contraignant le kolkhozien à compléter son « salaire » insuffisant par la vente des produits de sa parcelle personnelle, aggrave encore l'anarchie de l'approvisionnement de la population.

En effet le faible rendement des céréales (qui constitue encore la base de l'alimentation russe) se combine avec l'indépendance de fait du kolkhoze et donc sa prédilection à produire, non pas ce qui est *indispensable*, mais ce qui *rapporte le plus*, rareté les denrées sur le marché officiel et fait monter les prix du marché « parallèle ». Si bien que le kolkhozien retire de la vente sur ce marché des produits de sa parcelle autant que de son travail au kolkhoze. Pour se faire une idée du prix auquel le salarié urbain doit payer sa subsistance, il suffit de savoir qu'en 1938 les 3/4 des produits agricoles mis sur le marché provenaient encore des parcelles individuelles, que moins du quart restant était fourni par les kolkhozes proprement dits et qu'aujourd'hui même la moitié du revenu global du kolkhozien est constitué par les fruits de l'exploitation de son lopin individuel.

La place manque ici pour relater comment la « réforme Khrouchtchev » du kolkhoze s'est imposée aux dirigeants soviétiques (voir pour cela le n° 9 de « Programme communiste » : « Dialogue avec Staline »), mais elle démontre que l'économie russe — et particulièrement son *talon d'Achille*, l'agriculture — obéit aux lois inexorables du capitalisme. Le seul critère irréfutable du socialisme c'est le

triomphe de la *valeur d'usage* sur la *valeur marchande* : ce n'est que lorsqu'il est devenu une réalité qu'on peut affirmer que la production sert les besoins des hommes et non ceux du capital. L'agriculture pseudo-socialiste de l'U.R.S.S. illustre de façon éclatante le cas contraire : ce sont les *lois du marché* et non les besoins les plus élémentaires des travailleurs qui déterminent quantitativement et qualitativement la production kolkhozienne.

Le développement même de l'économie russe dans son ensemble, qui lui impose et lui permet tout à la fois l'accès au marché mondial, n'en éclaire que davantage les contradictions. La concurrence internationale exige des coûts de production peu élevés, donc l'abaissement des prix agricoles afin de pouvoir nourrir la force de travail salariée sans trop avoir à la payer. C'est là une des contradictions fondamentales du capitalisme puisque, en raison des limites naturelles que le secteur agricole impose à la rotation du capital, ce dernier se dirige de préférence vers l'industrie. L'accroissement de la productivité agricole à laquelle le capitalisme occidental est tout de même parvenu, grâce à l'industrialisation des cultures et à l'expropriation séculaire du petit producteur, le capitalisme russe a bien plus de difficultés à la réussir à cause de l'indébranlable secteur kolkhozien que le pouvoir soviétique s'efforce seulement de « sélectionner » en encourageant les kolkhozes rentables contre ceux qui ne le sont pas.

On peut imaginer quel degré d'exploitation ce pouvoir doit imposer à ses salariés industriels pour parvenir tout de même à comprimer ses coûts de production, cumulant ainsi la misère endémique du secteur agricole due aux conditions que nous venons d'exposer et la contrainte la plus barbare subie par les ouvriers dont nous parlerons dans notre dernier et prochain article.

Le capitalisme russe, comme tous les *capitalismes neufs*, jette la lumière la plus crue sur toutes les contradictions du capitalisme en général : pour cette raison ses laquais internationaux ne pourront longtemps encore taire la nature exploiteuse du prétendu « socialisme en un seul pays », entretenir indéfiniment la superstition qui, dans tous les pays du monde, désarme chaque prolétariat devant sa propre bourgeoisie.

DEVINEZ QUI L'A DIT

« On a laissé de côté l'intérêt de classe, l'intérêt ouvrier, pour le fondre dans l'intérêt national. On a repris la formule, on l'a fait rouler de congrès en congrès et elle s'est transformée maintenant en intérêt général. A la C.G.T. on ne discute plus de l'intérêt de classe, on cause de l'intérêt général ; on n'établit pas des programmes sur les intérêts ouvriers, pour les intérêts ouvriers, au nom des intérêts ouvriers, on établit des programmes au nom de l'intérêt général ».

De qui sont ces paroles qui s'appliquent si bien aux positions de la C.G.T. actuelle qui accouple toujours « l'intérêt des travailleurs » et celui du « pays, de la Nation » ? Elles sont de Gaston Monmousseau, futur dirigeant (maintenant défunt) de cette C.G.T. d'aujourd'hui. Mais elles étaient alors dirigées contre la vieille C.G.T. réformiste qui avait sombré dans l'union sacrée patriotique en 1914 et Monmousseau, aux côtés des Fraçon et autres, était à cette époque un révolutionnaire qui dénonçait, chez les Jouhaux et Cie, la même collaboration de classe qu'ils devaient ensuite pratiquer à leur tour.

(Intervention au Congrès de Lille, 1921 ; cité par Bruhat dans « Esquisse d'une histoire de la C.G.T. », page 98).

La trahison de la Résistance

(Suite de la 1^{re} page)

joindra à ce camp « démocratique » (dont la moitié se verra plus tard traitée de « totalitaire » sans avoir changé le moins du monde), c'est seulement alors que la vocation patriotique du P.C.F. se donnera libre cours. Temps béni où l'on pouvait défendre en même temps la Russie et la France, où l'on pouvait prendre les armes... pour défendre le capitalisme. On ne s'en est pas fait faute.

Bien entendu, cette mobilisation patriotique des ouvriers s'appuyait sur le mécontentement profond suscité par la misère due à la défaite, à la coupure d'avec les colonies et au pompage effectué par l'Allemagne. Mais bien loin de montrer que cette misère était une conséquence inévitable du capitalisme et d'orienter les ouvriers vers la lutte de classe, le P.C.F. en a rejeté la responsabilité sur un seul des deux camps impérialistes et appelé les ouvriers à se battre pour l'autre. Evidemment, ça n'allait pas tout seul ; il restait encore quelque chose des traditions communistes chez les militants, traditions qu'il fallait flatter tout en les défigurant. Alors, à l'usage des récalcitrants, on a présenté la Résistance comme une « étape » vers la Révolution, on l'a enrobée d'idéaux (génériques) et variables selon la poire à laquelle ils étaient destinés, mais qui devenaient rapidement de plus en plus minables et illusoire.

Il n'était évidemment pas question de réaliser ces idéaux-là. Ce que le P.C.F. a réalisé, c'est bien autre chose. Il a réalisé une mobilisation volontaire dont la bourgeoisie française a pu se targuer pour défendre son bifték sérieusement menacé par ses chers « alliés » ; et en même temps il a réalisé la liquidation totale du mouvement de classe du prolétariat : en théorie comme en pratique, il a fondu le prolétariat dans le mouvement populaire bourgeois, lui ôtant toute autonomie et toute perspective propre. L'esprit réel de la Résistance, c'était « la renaissance économique et politique de la République Française », comme l'a dit le P.C.F. à son Congrès de 1947 ; la restauration du capitalisme français, un point c'est tout.

Ce Saint Esprit de la Résistance que le P.C.F. a défendu pendant et après, l'imposant même aux militants qui renâclaient ;

cet esprit qu'il a si bien servi quand il était au gouvernement d'où il prêchait le « produire d'abord », où il acceptait la répression sanglante en Algérie (en 1945 il y a quelque 45.000 tués !) et le début de « notre » guerre d'Indochine en 1946, cet esprit, les gouvernements d'après 1947 l'auraient trahi ? Allons donc ! Ils ont fait ce qu'ils ont pu, et ils continuent à faire ce qu'ils peuvent pour garder à la France une place parmi les puissances impérialistes. Evidemment, ce n'est pas facile : malgré les efforts héroïques du P.C.F., la France a perdu son Empire colonial, cette chère Union Française ; malgré la surexploitation imposée au prolétariat après la « Libération », elle n'a pu se développer assez vite pour résister à ses concurrents plus dynamiques. Dans la situation actuelle où la concurrence mondiale s'exaspère, la bourgeoisie française doit tenter de moderniser son économie et d'exploiter davantage les prolétaires pour ne pas sombrer.

Or voilà que des gens qui pendant des années n'ont radoté que de Grandeur de la France, crient à la Résistance trahie. La bonne blague ! Ce que la bourgeoisie française, P.C.F. en tête, a « trahi », ce sont les illusions et les vaines promesses de la Résistance, ça oui ! Et elle fait de son mieux pour en réaliser l'esprit profond.

Quel est alors le sens réel des agissements du P.C.F. ? Empêcher que le réveil des luttes ouvrières conduise les prolétaires à foutre en l'air l'esprit de la Résistance et à retrouver leurs positions de classe. Voilà pourquoi ces patriotes s'efforcent de redonner vie aux illusions de la Résistance. Et ils trouvent même de l'aide auprès de leurs ennemis apparents, les maoïstes, qui renforcent ces illusions par l'action violente.

La position communiste est tout à l'opposé : l'esprit de la Résistance n'a pas été trahi. C'EST LUI QUI A TRAHI ET TRAHIT LE COMMUNISME. L'analyse marxiste et l'expérience historique (chèrement payée par les prolétaires français en 1848, 1871...) montrent qu'aucun bloc populaire ne peut attaquer les rapports de production capitalistes, que toute « république sociale » n'est qu'un leurre, destiné à barrer la route à la dictature du prolétariat qui seule conduit au communisme.

Contre la répression bourgeoise

(Suite de la 1^{re} page)

d'être « pour le tout ou rien » que certains d'entre eux, les prenant au mot en quelque sorte, tombent dans le piège de cette fausse alternative et imaginent que la lutte de masse étant impossible, il ne reste que la révolte insensée ! Osera-t-il encore se réclamer de la classe ouvrière, le parti qui ne laisse aux plus exploités que le choix entre la violence aveugle et la résignation servile ?

Non, ceux qui organisent le traquenard du 1er mai à Paris, désignent les gauchistes aux flics, les bloquent sous les matraques de la police place de la Bastille, ne sont plus dans le camp du prolétariat. Ils se couvrent de honte en désavouant leurs propres militants parce qu'ils ont osé coller des affiches protestant contre la répression à l'égard des militaires. Ils ont le front d'utiliser Lénine, dont ils tronquent les textes, pour une condamnation du « gauchisme » qu'il n'a jamais faite dans les termes qu'on lui prête : il y voyait une maladie infantile, guérissable, du communisme, tandis qu'il dénonçait comme une tare mortelle l'opportunistisme de droite dont le P.C.F. lèche les bottes.

Lénine défendait toute violence sociale des exploités et des opprimés : ceux qui usurpent son nom la considère comme gestes de la pègre ou de provocateurs stipendiés. Le parti qui, aujourd'hui, encense l'effigie de Lénine pour mieux poignarder sa doctrine, n'est pas son parti, mais celui de Staline, le bureau du prolétariat russe et mondial. Comme son maître, qu'il a si longtemps basement adulé, il est selon l'expression même de Lénine, sur son lit de mort, un « corps étranger dans le prolétariat ». C'est à ce titre d'ailleurs que la bourgeoisie a besoin de lui : sans son concours, elle n'aurait pu aussi aisément dresser l'opinion publique contre des actes qui sont des actes de révolte et que, comme tels, un parti communiste digne de ce nom, ne peut jamais condamner.

Le redressement du mouvement prolétarien se fera certes par une autre voie que celle de l'impasse maoïste. Mais cette voie passe par la solidarité de classe contre la répression, par le triomphe du programme de classe contre ce qu'un grand compagnon de Lénine qualifia autrefois du terme de *syphillis du mouvement ouvrier*.

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista
journal bi-mensuel

et
il sindacato rosso
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au « prolétaire »

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOULON, désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

Correspondance :

" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

★ " prolétaire " : 6 mois.
★ " prolétaire " : 1 an.
★ " programme communiste "
★ combiné.

(Cocher l'étoile).